



LE 7 MARS 2023 LE PAYS SERA A L'ARRET, LA DDFIP 87 AUSSI

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme. Dernier sondage, 66 % considèrent que si l'économie est à l'arrêt le 7 mars, ce sera la faute du gouvernement !

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds au nom du prétendu « sauvetage » de notre système par répartition. Pour l'intersyndicale de la DDFIP 87 c'est:

> NON à un report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans

> NON à une augmentation de la durée de cotisations à 43 ans pour bénéficier d'un taux plein

La réforme envisagée aggraverait les inégalités, accentuerait l'injustice sociale, banaliserait la précarisation et la paupérisation des salariés.

Le financement du système des retraites n'est pas en danger. Il ne nécessite absolument pas une mesure aussi brutale qui, en plus d'être injuste, va pénaliser les travailleurs, et particulièrement les femmes, les plus modestes, ceux dont la pénibilité n'est pas reconnue, ceux qui ont commencé à travailler tôt et les générations nées à partir du second semestre 1961.

Les améliorations évoquées par le gouvernement comme notamment la mise en place d'une retraite progressive dans certains cas, ne peuvent en aucun cas compenser le recul de l'âge d'ouverture des droits à la retraite ou l'allongement accéléré de la durée de cotisation.

Cette contre-réforme n'est pas dictée par des nécessités économiques mais par le diktat de Bruxelles.

D'autres pistes existent que celles d'une énième régression sociale, par exemple:

- l'emploi et en particulier le taux d'emploi des seniors qui peut et doit être amélioré ;
- la revalorisation des salaires et des traitements qui sont indispensables ;
- les cotisations sociales employeurs et travailleurs qui peuvent être équitablement augmentées si nécessaire

D'autres choix sont donc possibles sans mettre en péril l'économie !

Plus que jamais l'intersyndicale des Finances Publiques 87 réaffirme son engagement total dans le mouvement social pour contraindre le gouvernement à retirer sa réforme.

Elle appelle les agents des finances publiques à amplifier la pression et à mettre à l'arrêt la DDFiP 87.

**Pour nos retraites, pour l'avenir,
agissons pour une meilleure répartition des richesses !**

64 ans c'est toujours NON !

Toutes et tous en grève et manifestation

le Mardi 7 Mars-14h00-Carrefour Tourny à Limoges

**Rendez-vous avec l'ensemble des collègues de la DDFIP 87-
13h30 Place Denis Dussoubs**